

**PREMIÈRES JOURNÉES DOCTORALES SUR  
LA PARTICIPATION DU PUBLIC ET LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**  
organisées par le GIS *Participation du public, décision, démocratie participative*  
ENS-LSH, LYON, 27-28 NOVEMBRE 2009

**Les transformations de la publicisation des acteurs scientifiques  
dans l'Espace Public**

**Cyrille Bodin**

GRESEC, Université de Grenoble 3

[Cyrille.Bodin@u-grenoble3.fr](mailto:Cyrille.Bodin@u-grenoble3.fr)

On observe ces trente dernières années la montée de procédures plus ou moins institutionnalisées de normes de publicisation dites *participatives*, dans une grande variété de thématiques concernant à la fois les domaines politique et le scientifique. Pour le seul exemple thématique des nanotechnologies, le développement de ces nouvelles pratiques démocratiques est observable dans au moins une dizaine de pays européens (plus 17 événements à l'échelle administrative de l'UE), aux USA, en Australie, en Nouvelle Zélande et Amérique Latine (Kaufmann, 2008). Conjointement à ce premier constat, on observe une multiplication des recherches en sciences humaines et sociales à la fois sur la notion de *participation*, mais également sur les problématiques dites « science technique société » laissant *a priori* supposer un développement des pratiques autoréflexives dans la *communauté scientifique* et dans ses collectifs de recherche.

Historiquement, au croisement des notions de *science* et de *société*, de nombreux auteurs observent, principalement dans la lignée de l'Ecole de Francfort, une complexification de ces rapports dans l'intensification, l'extension et la diversification des formes d'interventions des acteurs de la recherche dans l'Espace Public. Ainsi, au modèle traditionnel de la *vulgarisation* se sont adjoints successivement au cours de l'histoire récente ceux de l'*animation culturelle scientifique* (Fayard, 1988), puis de la *participation* d'acteurs de la *société civile* aux débats à thématique scientifique, dit également modèle *dialogique* (Habermas, 1968). Dès lors, nous supposons que l'élargissement des formes de publicisation à thématique scientifique permet d'un point de vue théorique une diversification des prises de position de la part de ses acteurs, en fonction d'intérêts stratégiques faisant varier fortement les normes et représentations de l'Espace Public. D'autre part, nous pouvons opérer une mise en corrélation théorique de ces modèles de communication des acteurs scientifiques sur le plan politique. Ainsi, si pour le

modèle de la *vulgarisation* l'objectif annoncé reste l'instruction des citoyens à travers une conception de la communication largement linéaire et diffusionniste, qui définit l'acteur scientifique dans une posture phatique dominante ; le modèle *dialogique* viserait quant à lui une prise de position active des acteurs de la *société civile* aux décisions publiques en s'appuyant sur une définition de la communication circulaire, basée sur la co-construction de sens et sur l'épistémologie constructiviste. S'effaceraient alors progressivement entre ces modèles de communication des acteurs scientifiques dans la sphère publique les limites pré-établies entre *science*, *culture* et *politique* ; les frontières normatives entre *communication politique* et *communication subpolitique* (Beck, 1986) ; le fossé théorique entre *objectivité* et *subjectivité*. De cette manière, si certaines prises de position publiques des acteurs de la recherche peuvent s'insérer et favoriser la continuation ou la transformation des systèmes politiques actuels, la problématique de notre thèse porte sur la question d'une continuité ou d'une rupture sur le plan des pratiques empiriques de ces acteurs dans les champs élargis de la publicisation scientifique.

## I) L'acteur scientifique dans l'Espace Public : cadre théorique

### 1.1) L'Espace Public

Cette notion heuristique de première importance (Neuveu, 1995) est souvent peu commentée et déclinée suivant les différentes approches que l'on peut en avoir. Elle constitue néanmoins un puissant activateur idéologique, interprété différemment par les acteurs sociaux qui la compose. Force est de constater que l'Espace Public est en constante transformation, dans le sens où il résulte d'une lutte permanente entre acteurs sociaux. Cependant, il vit actuellement une phase de transition, de la domination de la *sphère médiatique* à celle des *relations publiques généralisées* (Miège, 1997). Nous constatons des mutations dans quatre champs distincts allant dans le sens d'une fragmentation et d'une diversification de ses processus : sur le plan des types d'acteurs sociaux y intervenant, des registres de parole employés, des dispositifs techniques usités et enfin des cadres identitaires mobilisés à l'occasion des communications publiques.

Avec Jürgen Habermas (Habermas, 1997) apparaît une définition propice au développement d'une approche communicationnelle de la notion d'Espace Public. La presse du siècle des Lumières entame un mouvement de politisation initié à partir des formes de critiques artistique et littéraire. Cette sphère publique se définit en opposition avec la sphère privée et

avec le secret monarchique contre lequel lutteraient les rédacteurs, puis les journalistes professionnels, dans une posture critique de contre pouvoir. Ce processus concerne le principe de *publicité*, au premier sens du terme, c'est-à-dire l'usage public de la raison rendue publique dans le milieu bourgeois éclairé. Ces caractéristiques représenteraient les bases normatives exclusives de la formation de l'*opinion publique*, et permettraient le passage de l'intérêt individuel à l'intérêt collectif. L'auteur nous donne à voir ici certaines formes d'institutionnalisation et de *naturalisation* du raisonnement.

Bernard Miège (Miège, 1997) va poursuivre cette réflexion en se positionnant particulièrement sur trois points essentiels qui nous concernent ici : la succession au cours de l'histoire de différents modèles d'espaces publics dominants (*presse d'opinion, presse commerciale, audiovisuel et relations publiques généralisées*) correspondant à une succession de négociations et de rapports de force entre acteurs sociaux sur un mode de fonctionnement socio-technique. Secondement, l'interpénétration croissante de la sphère publique politique originelle à l'ensemble des autres sphères sociologiques (éducation, science, entreprises et industries...). Troisièmement, la transformation du rôle de l'acteur scientifique dans les processus de publicisation contemporains. Pour l'auteur, à l'heure actuelle l'Espace Public vivrait une étape de transition et on assisterait à la montée du modèle des *relations publiques généralisées*, qui décrit dans de multiples secteurs (éducation, recherche, culture, entreprise...) la volonté d'intégrer la sphère publique, originellement exclusivement politique, principalement par le biais de technique issues de l'ingénierie sociale. Ce dernier modèle s'oppose aux autres dans le sens où il révèle moins une évolution s'opérant exclusivement dans le champ des dispositifs techniques, mais qui au contraire traduit une généralisation des stratégies de gestion de l'image permettant de renforcer les positions de ses acteurs dominants. Il est également important d'ajouter que ces différents modèles cohabitent actuellement, et que lors des périodes transitoires, on constate une réactivation des discours déterministes portant sur la participation citoyenne. Enfin, si les tensions relatives à l'Espace Public se négocient dans ses multiples sous-ensembles empiriques, ces mêmes tensions se retrouvent dans le même temps dans la *communauté scientifique* et plus particulièrement dans les prises de position théorique des chercheurs spécialisés.

## 1.2) Les notions de science et de démocratie

La Science est traditionnellement considérée comme un objet apolitique, ce qui favorise l'exercice d'une distinction normative entre sphère scientifique et sphère publique. Cependant,

historiquement, ces deux objets sont profondément liés « en participant à la déstabilisation et à la fragilisation des structures traditionnelles par la place dévolue aux argumentations scientifiques, préfigurant ainsi le fonctionnement démocratique. (...) D'un côté, l'activité scientifique adopte des règles issues de la sphère politique. (...) De l'autre, la sphère politique reprend des modalités de fonctionnement de la sphère scientifique » (Paillart, 2005).

Les trois modèles permettant de penser les formes de relations entre *science* et *société* proposés par Jürgen Habermas (Habermas, 1973) reposent sur des théories de la communication, sur des conceptions du rôle de l'individu-citoyen dans les discussions politiques à thématique scientifique, et sur des formes de rationalité très différentes. Le modèle *décisionniste* promeut l'idée que la *scientification*, c'est-à-dire la traduction en données scientifiques des faits empiriques, ne peut être complète dans une situation particulière. Il reste ainsi des problématiques irréductibles dans leur totalité par la rationalité scientifique et qui incombent en dernier lieu à la responsabilité des décideurs politiques dans les systèmes représentatifs. De cette manière, on peut supposer que le modèle de publicisation scientifique correspondant se base principalement sur une définition de la *communication-transmission* orienté exclusivement sur des objectifs de *vulgarisation*, et où la figure du citoyen en tant que récepteur envisagé resterait avant tout un « individu à instruire ». Le modèle *technocratique* s'oppose au modèle *décisionniste* en faisant état des perfectionnements importants de la science et des techniques : il serait dorénavant possible de proposer aux décideurs politiques des moyens et des méthodes de gouvernance où les sources d'erreurs auraient disparues, du fait d'une totale rationalisation des terrains empiriques. Ainsi, le modèle *technocratique* postule une suprématie de la science et de la technique sur les normes et les pratiques démocratiques, et tend à dénier à la *société civile* et à ses acteurs tout rôle politique dans les thématiques scientifiques en s'appuyant, notamment, sur les idéologies de *progrès* et d'*innovation*.

A l'inverse, le modèle *dialogique* (ou *pragmatique*) proposé par l'auteur apparaît en correction des deux modèles précédents, qui auraient pour principal défaut de réduire normativement et institutionnellement la rationalité au champ de compétence exclusif du domaine scientifico-technique. Ce dernier modèle plaide pour un dialogue renforcé entre les deux logiques démocratique et scientifique, dans le cadre d'une extension du domaine du politique au *subpolitique* et aux acteurs de la *société civile*. Il s'appuie distinctement sur une définition de la rationalité constructiviste et transforme le champ politique en une forme de

médiation partant des *mondes vécus* des différents acteurs sociaux. La définition de la communication dominante s'appuie alors majoritairement sur les théories de la *communication-construction*, et se traduit empiriquement dans les processus de démocratie participative ou délibérative.

Ulrich Beck va nous aider à mieux comprendre le rôle dévolu aux citoyens dans les négociations politiques à thématiques scientifiques, dans une optique historique compatible à l'approche de Jürgen Habermas. Dans l'essai « La société du risque » (Beck, 2001), la notion de *société industrielle* correspondrait à une phase historique de *scientification primaire* (ou *simple*) de la société, correspondant au positivisme universaliste et à un besoin de diffusion des connaissances, et dont le mode de régulation est celui des formes conventionnelles de communication à l'œuvre aujourd'hui dans l'Espace Public. La *société industrielle*, bien que selon l'auteur aujourd'hui révolue, serait cependant toujours le modèle d'action dominant des institutions traditionnelles, et entretenu par les acteurs sociaux conventionnels (hommes politiques, acteurs scientifiques, administrations, entreprises), volontairement ou par tradition. L'opposition entre *nature* et *société*, en tant que construction idéologique datant du 19<sup>ème</sup> siècle, entretiendrait un double objectif : soumettre la première à son exploitation par la seconde tout en ignorant les conséquences sur le long terme. A l'inverse, les sociétés modernes correspondraient à une période de *scientification secondaire* (ou *autoréflexive*). Celle-ci ne serait non pas le résultat d'un échec de la science, mais au contraire la conséquence de ses multiples succès. Sous les effets des risques industriels et scientifiques, qui ne seraient non plus externes à la société mais internes en tant que conséquences perçues de l'activité humaine ; s'opère une *sociétalisation* des destructions naturelles. Les risques deviennent au travers de l'Espace Public des menaces à la fois sur les plans économique, social et politique. Les appuis idéologiques de la *rationalité*, du *progrès*, de l'*universalisme* et du *positivisme* s'effondrent sous le poids de leurs propres contradictions, et les institutions politiques et scientifiques traditionnelles perdent leur crédibilité face à l'*opinion publique*. Se transforme la conception d'une légitimité résidant *de facto* dans les institutions vers celle d'une légitimité construite au quotidien dans les processus de communication politique. En même temps que s'instaure un doute sur les institutions, émerge une institutionnalisation généralisée du doute. Sous cet angle, la vulgarisation devient de plus en plus indispensable du fait de l'interpénétration croissante entre les notions de *science* et de *société*, mais dans le même temps de plus en plus insuffisante face aux impératifs démocratiques. La critique opérée par ces auteurs porte non pas sur un modèle de communication scientifique en

particulier, mais sur le profond déséquilibre qui réside dans la répartition des engagements pris par les acteurs scientifiques entre ces modèles, où la vulgarisation domine très largement, et plaide pour un rééquilibrage vers les pratiques du modèle *dialogique*.

### 1.3) Les normes de scientificité

Se dessine ainsi une opposition entre des ensembles cohérents reliant connaissances, valeurs et pratiques au sein des phénomènes de communication des acteurs scientifique. Nous allons employer deux exemples historiques de controverses en Sciences Humaines et Sociales pour illustrer cette opposition et tenter d'en dégager les normes dominantes. D'une part, la transformation de la notion floue et néanmoins stratégique d'*opinion publique*, dont la conception dominante et la construction repose aujourd'hui, au travers des techniques de sondage de masse. Très critiquées au demeurant dans la communauté scientifique, cette notion repose aujourd'hui sur un partenariat entre acteurs scientifiques, politiques et industriels, et son fondement réside sur une simulation des normes électorales des systèmes de démocratie représentative (Blondiaux, 1998). Notre second exemple se basera sur l'histoire du développement et du devenir des théories de l'information et de la communication : dans les années 50 apparaissent le modèle de la *cybernétique* (émetteur-canal-récepteur) et l'approche *empirico-fonctionnaliste*, limitant les cadres d'étude des phénomènes de communication à la transmission d'information linéaire et à un axe de recherche centré sur les dispositifs techniques. Le modèle *cybernétique* envisage la production des cadres discursifs comme propriété exclusive de l'énonciateur. Ce n'est qu'à partir des années 60 et 70 que se produit, sous l'impulsion des écoles de Chicago, de Palo Alto et de Francfort, un éclatement du paradigme originel : les approches se complexifient et se diversifient, apparaissent les conceptions circulaires de la *co-construction de sens* et les premières études montrant l'importance et la complexité de la réception dans des catégories plus sociologiques. Cependant, force est de constater que le modèle linéaire et médiacentré reste dominant dans nombre de formations et au sein des acteurs professionnels de la communication, mais également dans certains travaux scientifiques ayant pour objet les phénomènes de communication (Miège, 2005). Le premier exemple donnerait ainsi à voir la prégnance des normes quantitatives sur le qualitatif favorisant la constitution de collectifs de recherche chargés de définir l'*opinion publique*. Il se dessine ainsi un modèle technocratique et quantitatif d'Espace Public, écartant artificiellement les formes d'engagements civils sous couvert d'une certaine scientificité. Notre second exemple, trop brièvement abordé, de l'histoire des théories de l'information et de la communication peut prêter une justification

théorique à la domination du pouvoir et de la technique sur les phénomènes de communication par un effet de cadrage réducteur, reposant avant tout sur un malentendu bien connu aujourd'hui des chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication. Notons pour clore notre proposition théorique que ces deux exemples donnent à voir des lignes de tensions dans les champs scientifiques, dont la critique débouche historiquement sur le courant de pensée de la *participation*. Nous pouvons ainsi entrevoir un jeu d'influences réciproques entre *science* et *politique*, au-delà des simples flux de financement ou des promesses de développement, par l'échange de représentations, de normes et d'idéologies communicationnelles, remettant profondément en cause le mythe d'une Science transparente, objective et neutre politiquement.

## II ) Les normes, pratiques et savoirs des acteurs scientifiques dans l'Espace Public

### 2.1) Hypothèses

Notre sujet porte sur les transformations de la publicisation scientifique dans l'Espace Public, au sens d'espace politiquement orienté. Nous envisagerons cette notion théorique en lien de causalité circulaire avec un supposé espace formé par la *communauté scientifique*, et avons choisi de centrer empiriquement notre travail sur les représentations de l'Espace Public et de la communication publique chez les acteurs sociaux spécifiques de cet espace : les acteurs sociaux qui produisent, diffusent et/ou communiquent les connaissances scientifiques. En effet, de multiples travaux ont déjà été effectués sur les représentations de la Science dans l'Espace Public dans une optique trop souvent linéaire, favorisant un certain logocentrisme, sans cependant s'intéresser aux phénomènes existant en amont et questionnant la notion de *communauté scientifique*. Nous adopterons donc ici une approche circulaire où les représentations du social par l'acteur communicant deviennent déterminantes. Nous supposons ainsi que la communication des acteurs scientifiques et l'emploi de ses différents modèles repose sur des postures et représentations normatives de la place de la Science dans les systèmes démocratiques. Second point d'importance pour décrire l'originalité de ce travail et également en pointer ses limites : nous avons résolument choisi les méthodes qualitatives pour tenter de montrer une possible diversification des normes de publicisation scientifique en corrélation avec une diversification des pratiques, tout en étant conscient qu'un terrain empirique centré sur les méthodes quantitatives, au-delà des limites importantes propres à ce type de méthode, n'aurait probablement montré qu'une très faible redistribution des pratiques des acteurs de la recherche par modèles.

Nous partons du constat de départ que premièrement l'engagement des acteurs de la recherche en publicisation scientifique relève plus de l'exception que du principe, notamment du fait d'une déconsidération absolue de ces formes de communication dans les dispositifs d'évaluation de l'efficacité du travail des laboratoires et chercheurs. Ainsi, si nous observons ces trente dernières années sur un plan théorique une diversification et une fragmentation des modèles de publicisation scientifique (de la *vulgarisation* à l'*animation culturelle scientifique*, puis l'apparition des *processus dialogiques* institutionnalisés à visée décisionnelle), notre problématique concerne la possibilité d'une transformation des normes, des valeurs et des engagements des acteurs de la recherche dans les limites historiquement et sociologiquement pré-établies. La diversification théorique des modèles observables qualitativement s'accompagne-t-elle réellement d'une redistribution et d'une diversification des engagements et pratiques de ses acteurs ? Et pouvons-nous voir dans ces engagements une visée stratégique communicationnelle de ses acteurs, ou plutôt un héritage normatif constitutif de l'identité socio-professionnelle d'une *communauté scientifique* supposée homogène ?

De cette manière, notre première hypothèse concerne la validation de la mise en corrélation opérée dans notre grille de lecture théorique entre les pratiques (*vulgarisation*, *animation culturelle scientifique* et *modèle dialogique*) des acteurs de la recherche et des représentations de la publicisation scientifique, de ses objectifs et du rôle des autres acteurs sociaux associés, en particulier de ceux de la *société civile*. Cette hypothèse suppose par exemple une posture « neutre » et « apolitique » des acteurs engagés dans la *vulgarisation* ; tandis qu'à l'inverse on devrait observer une réflexivité plus poussée sur les cadres d'exercice de la recherche et de ses implications politiques chez les acteurs engagés dans les *processus dialogiques*.

Notre seconde hypothèse porte sur une probable autonomisation des individus chercheurs engagés dans le *modèle dialogique* vis-à-vis des institutions classiques de la recherche, celles-ci étant supposées conserver une posture correspondant à la période dite de *scientification primaire*, excluant les modèles de publicisation politiquement orientés au profit des modèles pédagogiques de transmission de savoirs. Cette hypothèse prévoit donc de la part des individus chercheurs du *modèle dialogique* une activité réalisée « à la marge », en bordure des institutions traditionnelles, et opérée sous une identité sensiblement différente de celle du scientifique : en tant que membre associatif, simple citoyen, représentant politique...

Notre troisième hypothèse porte sur les processus et contenus des formations en communication des acteurs de la recherche. Si, comme notre grille théorique de lecture nous



le propose, les modèles de publicisation scientifique correspondent à des normes du champ politique, et que les institutions classiques de la recherche scientifique adoptent une posture de *scientificisation primaire*, alors les formations internes en communication des chercheurs doivent avant tout reposer, dans leurs contenus, sur les normes dominantes de la *vulgarisation* (et éventuellement de *l'animation culturelle scientifique*) et des théories basées sur la *communication transmission*, à l'exclusion de ses formes politiquement orientées. L'étude de ces formations internes doit permettre de montrer le statut accordé à l'information et à la communication dans la *communauté scientifique*, entre raison instrumentale ou objets d'étude pertinents.

Notre quatrième hypothèse porte sur les controverses scientifiques qui induiraient qualitativement un éclatement et une diversification des formes d'engagements des acteurs de la recherche et/ou de la publicisation scientifique. Cette hypothèse repose sur l'idée que cette fragmentation dépend avant tout de normes sur le plan des représentations politiques. La diversification des pratiques entraînerait un élargissement et une fragmentation de l'espace scientifique, en incluant de nouveaux acteurs, de nouveaux registres de paroles, de nouveaux dispositifs techniques et de nouveaux cadres identitaires. Cette diversification induirait éventuellement une transformation et une ouverture des collectifs de recherche, initialement restreints aux spécialistes intradisciplinaires, à de nouveaux acteurs, dans un premier temps pluridisciplinaires (exemple de la multiplication des conférences pluridisciplinaires dans les milieux universitaires), puis aux acteurs de la *société civile*. Peut on cependant affirmer pour autant que les normes de la communication de pair à pair tendent, dans les thématiques scientifiques, à s'étendre à l'ensemble de la société ?

## 2.2) Une double entrée empirique : la pratique de la publicisation scientifique et la thématique des nanotechnologies

Pour répondre à nos hypothèses, nous centrerons notre travail empirique principalement autour de deux terrains. La première entrée concerne la comparaison des différentes modalités d'intervention des acteurs scientifiques dans l'Espace Public (modèles de la *vulgarisation*, de *l'animation culturelle scientifique* et modèle *dialogique*) afin de vérifier, par des entretiens semi-directif d'acteurs engagés dans un ou plusieurs de ces modèles, la pertinence de la mise en relation opérée dans notre cadre théorique entre pratiques communicationnelles et représentations sur le plan démocratique. Nous nous intéresserons donc aux acteurs de la recherche et/ou aux professionnels de la publicisation scientifique (individus chercheurs,

institutions scientifiques et universités, formateurs internes en communication, centres de médiation culturelle scientifique).

Notre seconde entrée s'articule quant à elle sur une entrée thématique basée sur une controverse scientifique entraînant un processus institutionnalisé de démocratie participative. Nous avons pour cela sélectionné les débats en cours de la Commission Nationale du Débat Public sur le thème des nanotechnologies, qui nous permettrons de construire un corpus basé tant sur l'observation des débats que sur la collecte et l'analyse des supports de communication des acteurs identifiés sur le terrain, et par la suite sur des entretiens qualitatifs individuels avec ses principaux acteurs (individus chercheurs engagés dans le modèle dialogique, responsables d'institutions scientifiques, professionnels de la communication, associations à thématique scientifique) autorisant une comparaison avec le corpus collecté sur le premier terrain. Nous avons sélectionné les dates à venir dans la région Rhône-Alpes, qui constitueront un corpus d'observations et d'entretiens intégrant à la fois acteurs scientifiques et acteurs sociaux impliqués.

### 2.3) Premiers résultats

La réalisation de notre étude des terrains formés par les connaissances, les valeurs et les pratiques de la communication des acteurs scientifiques dans l'Espace Public étant en voie d'avancement, il est quelque peu prématuré de présenter des résultats comme étant aboutis. Dans les limites actuelles de notre corpus, nous pouvons cependant présenter certaines régularités identifiées par observation et à l'occasion de nos entretiens. Premièrement, au niveau de notre première hypothèse, nous observons bien certaines corrélations nettes entre les engagements et les normes de la *communauté scientifique*. Notre principal indice concerne le rapport de l'acteur et de sa pratique au terrain politique : alors que les acteurs engagés dans les modèles de la *vulgarisation* et de *l'animation culturelle scientifique* penchent très nettement dans les discours pour une conception apolitique de la Science, les acteurs identifiés sur le modèle *dialogique* visent très nettement un traitement sur le terrain politique des questions scientifiques, ce qui est bien souvent annoncé en tant qu'objectif principal de leur action. De même, le rapport aux savoirs est fondamentalement différent entre ces acteurs : les premiers faisant référence implicitement ou explicitement à la distinction entre *savoirs profanes* et *savoirs scientifiques*, alors que les seconds adoptent une posture beaucoup plus prudente sur ce clivage, ce qui peut également s'observer dans la diversité de la constitution des collectifs mobilisés dans le *modèle dialogique*.

Notre second résultat concerne directement ces collectifs du *modèle dialogique*, constitués d'acteurs très divers : chercheurs ou anciens chercheurs à la retraite de disciplines très variées, tantôt en sciences dures ou en sciences humaines et sociales, militants ou acteurs de la vie politique, citoyens ou représentants d'autres associations. Bien souvent, les personnes rencontrées au sein de ces collectifs occupent plusieurs de ces rôles. Cependant, on peut constater que les acteurs scientifiques engagés dans ces collectifs se présentent d'eux-mêmes en tant que militants, qu'acteurs politiques ou en tant que « simples citoyens », et plus rarement en tant que scientifiques ou scientifiques à la retraite. D'une manière générale, l'activité de ces collectifs s'opère physiquement en dehors des institutions conventionnelles de la recherche, et bien que ces acteurs collectent des données scientifiques pour préparer leurs interventions, et travaillent selon les normes de la collégialité, ils se déclarent eux-mêmes « à la marge » des activités scientifiques traditionnelles et de ses acteurs institutionnels.

Le troisième point sur lequel nous souhaitons formuler de premiers résultats, qui demandent cependant à être étendus à d'autres observations et entretiens, concerne le rapport des acteurs de la recherche aux savoirs en communication. Une régularité dominante est celle d'un certain rejet des notions de *communication* et d'*information* en dehors des critères de scientificité. D'un côté, les individus chercheurs interrogés, engagés dans l'Espace Public, quel que soit le modèle théorique de l'intervention, se revendiquent comme des « acteurs de terrain » autodidactes et reconnaissent une très faible connaissance théorique de ces objets. Cas extrême de ce phénomène, un ancien chercheur impliqué depuis longtemps dans des opérations de *vulgarisation* et d'*animation culturelle scientifique* déclarant : « il n'y a pas de formation en communication, il n'y a que des déformations en communication ! » D'un autre côté, le niveau théorique très faible observé dans une offre de formation interne à la *communication scientifique et technique* des doctorants, où l'on trouve une très nette approche de cet objet sous les angles de la *cybernétique* et *empirico-fonctionnaliste*, favorise implicitement les normes de *transparence*, de *neutralité* et d'*objectivité* au détriment des questions portant sur la politisation de certains thèmes scientifiques spécifiques et aux jeux des acteurs sociaux. De cette manière, il revient régulièrement dans les discours et observations que les normes et les pratiques de la *vulgarisation* tendent à recouvrir la totalité de la question de l'expression des acteurs scientifiques dans l'Espace Public, sans la distanciation critique ou les nécessaires précautions que mériteraient ces objets complexes. Nous observons à cet endroit une forme de *doxa* active dans la *communauté scientifique*.

## Conclusion

Ces premiers résultats partiels demandent évidemment une extension et une systématisation des observations et entretiens dans les axes empiriques identifiés. De même, notre travail sur la seconde entrée thématique des nanotechnologies reste dans cet exposé en suspend, les débats publics de la Commission Particulière du Débat Public étant en cours, et ce jusqu'au 23 février 2010. Cependant, notre travail nous incite à nous questionner sur la réalité ou la simple possibilité de lieux de médiation entre, d'une part des courants de pensée menant des travaux réflexifs sur la Science et ses implications sociales, et d'autre part une demande sociale relevée par de nombreux auteurs chez les chercheurs impliqués dans des pratiques de communication, comprenant le domaine des sciences dures, afin de mieux comprendre ces implications. Enfin, nous interrogerons pour terminer cette conclusion la réalité de la notion de *communauté scientifique*, en tant qu'ensemble homogène. Si, comme nous l'avons relevé, on observe une très nette domination d'un jeu de normes conventionnelles sur un jeu de normes alternatives ; on doit également reconnaître leur coexistence et leur opposition. Ce constat remet en question sur le plan des normes cette homogénéité, plus ou moins artificiellement entretenue, en mettant l'accent sur l'émergence de pratiques, de valeurs et de savoirs fondamentalement transversaux aux objets de *science* et de *société*.

## Bibliographie

- Beck Ulrich, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Champs Flammarion, 2001.
- Blondiaux Loïc, *La fabrique de l'opinion : une histoire sociale des sondages*, Science Politique / Seuil, 1998.
- Fayard Pierre Marie, *La communication scientifique publique, de la vulgarisation à la médiatisation*, La Chronique Sociale, 1988.
- Habermas Jürgen, *La technique et la science comme « idéologie »*, Tel Gallimard, 1973
- Habermas Jürgen, *L'espace public*, Critique de la politique Payot, 1997.
- Kaufmann Alain, « La participation des citoyens à l'évaluation sociale des nanotechnologies », intervention lors de la conférence *Comment appréhender les risques des nanoparticules d'aujourd'hui et de demain*, Grenoble, 9 octobre 2008, organisation PACTE-CCSTI-MINATEC.
- Miège Bernard, *La société conquise par la communication, la communication entre l'industrie et l'espace public*, Presse Universitaire de Grenoble, Communication Médias et Sociétés, 1997.
- Miège Bernard, *La pensée communicationnelle*, PUG, 2005.
- Neuveu Erik, « Les sciences sociales face à l'espace public, les sciences sociales dans l'espace public », in Pailliant Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, Grenoble, date 1995.
- Pailliant Isabelle (dir.), *La publicisation de la science : exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, PUG, 2005.